MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-656** **18/10/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 22

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (IFCE;FAM;INAO;ASP) 22 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Institut Français du Cheval et de l'Equitation

- 1 poste de contrôleur.euse sanitaire et identification
Date limite de candidature : 02/11/2023

- 1 poste de chargé.e de la gestion prévisionnelles des ressources humaines
Date limite de candidature : 19/11/2023

- 1 poste de contrôleur.euse identification traçabilité sanitaire
Date limite de candidature : 30/11/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de contrôleur.euse pluri-filières
Date limite de candidature : 10/11/2023

- 1 poste d'adjointe chef.fe unité trésorerie.
Date limite de candidature : 06/11/2023

- 1 poste de chargé d'études méthanisation.
Date limite de candidature : 08/11/2023

- 1 poste d'adjoint.e chef.fe de service Comptabilité
Date limite de candidature : 06/11/2023

- 1 poste de chargé.e de mission qualité/donnée.
Date limite de candidature : 08/11/2023

- 1 poste de chef.fe de projet SIIEST PECHE
Date limite de candidature : 10/11/2023

- 1 poste de responsable plateforme Devops
Date limite de candidature : 10/11/2023

- 1 poste de délégué.e filières PVS
Date limite de candidature : 09/11/2023

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 03/11/2023

- 1 poste d'acheteur.euse denrées alimentaires.
Date limite de candidature : 09/11/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude économétrie OFPM
Date limite de candidature : 09/11/2023

- 1 poste d'adjoint chef-unité
Date limite de candidature : 10/11/2023

- 1 poste de chef.fe unité
Date limite de candidature : 10/11/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude
Date limite de candidature : 10/12/2023

- 1 poste d'instruction liquidation
Date limite de candidature : 10/11/202

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste de responsable de la cellule secrétariat des comités nationaux
Date limite de candidature : 27/10/2023

Agence services et de paiement :

-1 poste de directeur.rice adjoint.e du numérique et des systèmes d'information
Date limite de candidature : 17/11/2023

-1 poste de chef.fe de secteur
Date limite de candidature : 17/11/2023

-1 poste de chef.fe du service « aides au développement rural et pêche »
Date limite de candidature : 17/11/2023

Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs (CCCOP) des Dépenses financées par le les fonds européens agricoles

-1 poste de président.e
Date limite de candidature : 02/11/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Contrôleur sanitaire et identification Nouvelle Aquitaine (H/F)

Localisation : *Gelos (64)*

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public *(B)*

Niveau d'études : Bac pro agricole ou bac STAV
Expérience : 3 ans

Filière : technique/administrative
Catégorie : B - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Groupe RIFSEEP : 2
Poste : vacant
Date limite de candidature : 02/11/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 02/01/2024

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut français du cheval et de l'équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la Déléguée territoriale de Nouvelle-Aquitaine**

➢ Présentation de la délégation territoriale

La délégation territoriale Nouvelle-Aquitaine est au service des partenaires institutionnels et du développement de la filière équine de la Nouvelle-Aquitaine. Elle déploie les actions de l'établissement en matière de traçabilité sanitaire, de recherche et de développement, de transfert de connaissances, d'emploi et de formation.

➢ Missions du poste et description des activités

L'objectif des contrôles réalisés par les agents assermentés de l'IFCE est de renforcer la fiabilité de la traçabilité sanitaire des équidés en accompagnant les détenteurs dans la réalisation de leurs démarches puis en sanctionnant les acteurs négligents ou fraudeurs.

L'agent organise et effectue des contrôles chez le détenteurs d'équidés afin de vérifier le respect de la règlementation identification et des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés. Le contrôleur peut réaliser des constats protection animale.

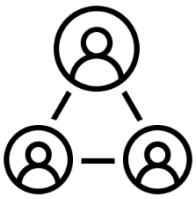
✓ Activités principales

- Planifie et organise des contrôles terrain en lien avec le plan de contrôle national et les cibles prioritaires.
- Réalise des contrôles terrain chez les détenteurs d'équidés, seul, en binôme IFCE ou avec d'autres services de l'état : contrôles des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, constats d'infraction, vérification du respect des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés, constats protection animale.
- Informe et transmets avec pédagogie la règlementation.
- Assure le suivi administratif des dossiers de contrôle.
- Le cas échéant, entreprend les suites judiciaires adaptées en concertation avec sa Coordinatrice de Contrôle et la Direction du Contrôle et de l'Identification de Terrain (DCIT), seul ou conjointement à d'autres services de l'état.
- Collabore avec les Directions Départementales de la protection des populations DDPP et des directions départementales de l'emploi, du travail des solidarités et de la protection des populations DDETSPP et autres acteurs du contrôle (Gendarmeries, Direction Départementale des Territoires (DDT), Fraudes, Brigade Nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires (BNEVP), MSA, etc).
- Contribue au reporting des activités de contrôle du territoire selon les attentes de la DCIT, de la coordinatrice de contrôle et de la DT.

✓ Activités secondaires

- Participe à la formation des futurs contrôleurs et à l'évolution du métier
- Peut être mobilisé sur des projets ou actions transverses DCIT en lien avec les compétences techniques métiers : groupe de travail, projet, formation.
- Participe le cas échéant aux différentes actions de la délégation territoriale (Diffusion, information, développement)
- Peut être mobilisé en appui d'identification terrain sur la Délégation Territoriale
- Peut être amené à réaliser des actes d'identifications des équidés.

➢ Champ relationnel du poste



En interne

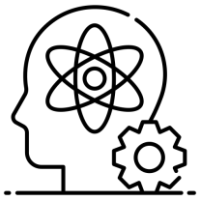
- Coordinatrice de contrôle
- Déléguée territoriale
- Direction des contrôles et de l'identification de terrain (DCIT)
- Direction du système d'information relative aux équidés (SIRE)
- Contrôleurs et identificateurs IFCE
- Experts techniques de l'IFCE

En externe

- Détenteurs d'équidés/ propriétaires/ éleveurs
- DD(ETS)PP/ DDT/ SRAL/ DRAAF
- RESPE

➢ Compétences requises pour le poste

✓ Savoir-faire



- Manipulation des équidés
- Hygiène et soins des équidés
- Connaissance de la filière équine et de ses institutions
- Connaissance de la réglementation identification et sanitaire des équidés
- Expression écrite
- Expression orale

✓ Savoir-être

- Autonomie
- Posture d'inspection
- Être orienté vers l'action et le résultat
- Avoir le sens des relations humaines
- Gestion de conflit en situation de contrôle
- Rigueur
- Capacité d'adaptation et d'organisation
- Travail en équipe et en réseau
- Pédagogie

➢ Conditions particulières de travail

Horaires variables
Disponibilité
Déplacements professionnels sur la région Nouvelle-Aquitaine, parfois sur plusieurs jours
Une période de formation de 6 mois minimum est nécessaire pour la prise de poste avec plusieurs semaines de formation en dehors de la résidence administrative.

Ce poste donne accès à :
- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnel

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ifce
institut français du **cheval** et de l'**équitation**

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : laetitia.anatole-monnier@ifce.fr

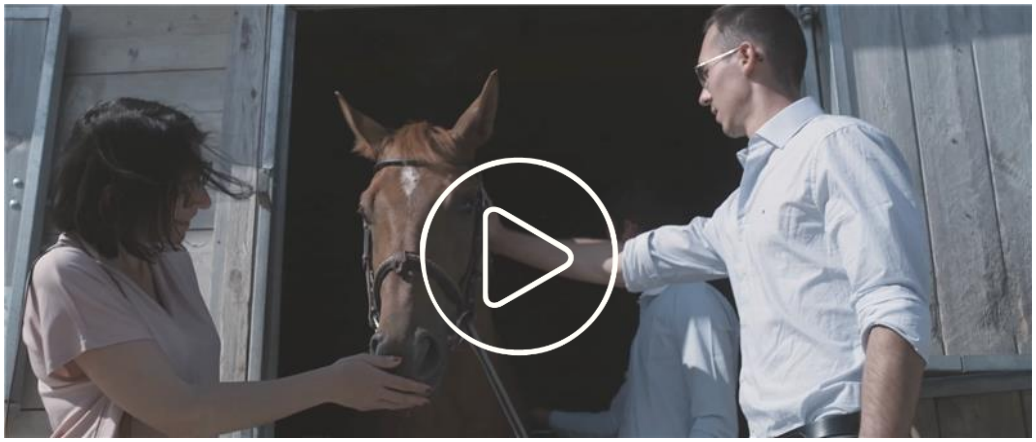
Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-2 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Direction des Ressources Humaines – Cellule recrutement
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mail : recrutement@ifce.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Institut français du cheval et de l'équitation

ifce institut français du cheval et de l'équitation

Chargé(e) de la gestion prévisionnelle des ressources humaines (H/F)

Localisation : Pompadour (19 – Corrèze)

Statut : titulaire de la fonction publique catégorie B / A défaut contractuel de droit public

Niveau d'études : BAC+2 en ressources humaines
OU
Expérience requise : expérience minimale de 3 ans dans le domaine des Ressources Humaines / Une expérience sur un poste similaire serait un plus.

Répertoire des Métiers de la Fonction Publique : FPGRH014 / FPGRH016
Catégorie : B – fonctionnaire ou contractuel de droit public
Filière : Administrative
Groupe RIFSEEP : G2
Poste : vacant
Date limite de candidature: 19/11/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/01/2024

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE) est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable du Département Emploi Compétences et Formation (DECF) de la DRH de l'établissement.**

La direction des ressources humaines s'organise autour de trois départements :

- Emploi, compétences et formation (DECF)
- Gestion Administrative du Personnel (DGAP)
- Prévention et sécurité au Travail (DPST)

➢ Activités

Thématique emploi (65%) :

- Assure la gestion et le suivi des effectifs en veillant au respect du plafond d'emploi de l'IFCE ainsi que le reporting en lien direct avec le responsable de département
- Alimente, élabore et suit des indicateurs de la Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC)
- Assure, en lien avec le DGAP et les correspondants RH, la gestion des contrats (CDD, CDI, besoins permanents et ponctuels)
- Assure l'affectation des agents et paramétrage dans le système d'information RH (ASTRE)

Thématique entretien d'évaluation (20%) :

- Est le référent métier sur l'applicatif métier concerné (paramétrages, tests, propositions d'amélioration, déploiement) ; anime des formations sur cet applicatif
- Assure la gestion de la campagne des entretiens d'évaluation
- Fait l'analyse des retours (recueil des remarques)
- Poursuit la dématérialisation des entretiens d'évaluation
- Modifie les fiches de poste dans le système d'information RH ASTRE

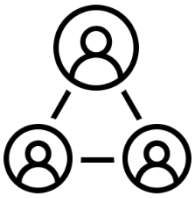
Thématique GPEEC (10%)

- Suit et met à jour les référentiels compétences et métiers

Activités annexes (5%)

- Est le relai en territoire
- Mise à jour des organigrammes dans le système d'information RH (ASTRE)
- Gère la messagerie de la DRH

✓ Champ relationnel du poste



En interne

- Directeurs nationaux
- Délégués territoriaux
- Ensemble des agents de l'IFCE
- Agents de la DRH
- Correspondants RH en territoires

En externe

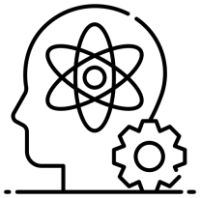
- Interlocuteurs des Ministères de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire et des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques
- Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel

➢ Compétences requises pour le poste

✓ **Connaissances**

- Connaitre le statut général de la fonction publique
- Connaitre la politique de gestion des ressources humaines

✓ **Savoir-faire**



- Savoir exploiter les données issues des différentes bases de données RH
- Maitrise et pratique courante des outils bureautiques (Suite Office)
- Traiter et analyser les données issues des entretiens professionnels individuels, en collaboration avec les autres services de la DRH
- Participer à l'alimentation des différents documents traitant de la GPEEC (RSU, bilans…)
- Savoir gérer un projet

✓ **Savoir-être**

- Etre organisé, méthodique et rigoureux
- Etre réactif et capable de s'adapter
- Etre autonome
- Avoir l'esprit de synthèse, savoir analyser
- Travailler en équipe
- Faire preuve de discrétion
- Avoir le sens des relations humaines

- Condition requise : diplôme en ressources humaines ou expérience du domaine. Connaissance de la fonction publique nécessaire.

- Conditions particulières de travail

Déplacements ponctuels sur les sites principalement Le Pin-au-Haras (Orne) et Saumur (Maine et Loire) et occasionnellement Uzès (Gard).

Télétravail possible une ou deux journées par semaine après une phase de prise de poste.

Ce poste donne accès à :

- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- L'action sociale
- La participation Mutuelle
- Les tickets restaurant

Et aux véhicules de service pour les déplacements sur sites.

- Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,

Et pour les fonctionnaires :

- Les 3 derniers entretiens professionnels,
- Dernier arrêté de situation administrative,
- Notification RIFSEEP.

CANDIDATURE – CONTACT

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le poste :

Isabelle LEFAUCHEUX, responsable du DECF : isabelle.lefaucheux@ifce.fr / 07 64 12 01 38

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-2 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Contrôleur identification et traçabilité sanitaire H/F

Localisation : site administratif Rosières aux Salines
Au sein de la Délégation territoriale Est

Statut : Fonctionnaire ou contractuel catégorie B

Niveau d'études : niveau Bac +2 souhaité
Expérience : minimum 2 ans dans le domaine de l'agriculture et/ou de l'inspection

Emploi-référence RIME (Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat) : FP2CTL03
Filière : technique
Catégorie : B - fonctionnaire
Groupe RIFSEEP : 2
Poste : vacant
Date limite de candidature : 30/11/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 02/01/2024

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

La mission de police de l'identification des équidés a été confiée à l'Ifce fin 2014 (dispositions de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014). Une brigade d'une soixantaine de contrôleurs, assure cette mission sur l'ensemble du territoire. Ces agents assermentés sont habilités à rechercher et constater les infractions relatives à l'identification des équidés et aux obligations sanitaires du détenteur d'équidés.

L'objectif des contrôles réalisés par les agents de l'IFCE est de renforcer la fiabilité de la traçabilité sanitaire des équidés en accompagnant les détenteurs dans la réalisation de leurs démarches puis en sanctionnant les acteurs négligents ou fraudeurs.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du** coordinateur de contrôle Grand Est / Bourgogne – Franche-Comté

➢ Missions du poste et description des activités

L'agent organise et effectue des contrôles chez le détenteurs d'équidés afin de vérifier le respect de la règlementation identification et des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés. Il réalise le suivi administratif des dossiers de contrôle.

Activités principales

- Planifie et organise des contrôles terrain en lien avec le plan de contrôle national : recherche des détenteurs à contrôler, prospection terrain, prise de rendez-vous.
- Réalise des contrôles terrain chez les détenteurs d'équidés : contrôles des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, constats d'infraction, vérification des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés.
- Assure le suivi administratif des dossiers de contrôle : saisie des résultats de contrôle, rédaction compte rendu de contrôle/courrier de rappel à la règlementation, suivi des remises en conformité par le détenteur.
- Informe et transmets avec pédagogie la règlementation.
- Collabore avec les Directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) et autres acteurs du contrôle (Direction départementale des Territoires (DDT), Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires (BNEVP) : interface, actions conjointes, mutualisation des informations, appui règlementaire et technique, réunions de travail.
- Gère les suites judiciaires dans le respect de la politique pénale de l'Ifce

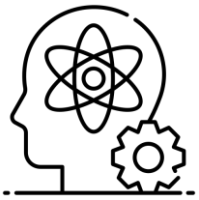
Activités annexes

- Participe à la formation des futurs contrôleurs et à l'évolution du métier.
- Aide à concevoir les guides méthodologiques sur les procédures de contrôles.
- Contribue à la rédaction et à la mise à jour des guides techniques et réglementaires.
- Participe aux activités de développement de la Délégation territoriale

➢ Champ relationnel du poste

En interne	*En externe*
•Direction du Système d'information rela aux équidés (SIRE)	• Détenteurs d'équidés/ propriétaires/ éleveurs
•Direction des Contrôles et de l'Identification de Terrain (DCIT)	• Vétérinaires
•Coordinateurs de contrôle	• Représentants professionnels de la filière
•Contrôleurs Ifce	• DD(ETS)PP/ DDT/ SRAL/ DRAAF
•Délégués de délégation territoriale	• RESPE
•Experts technique de l'Ifce	

➢ Compétences requises pour le poste



Savoir-faire

- Manipulation des équidés
- Hygiène et soins des équidés
- Connaissance de la filière équine et de ses institutions
- Connaissance règlementation identification et sanitaire des équidés
- Expression écrite
- Expression orale

Savoir-être

- Autonomie
- Posture d'inspection
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir le sens des relations humaines
- Gestion de conflit en situation de contrôle
- Rigueur
- Capacité d'adaptation et d'organisation
- Travail en équipe
- Pédagogie

➢ Conditions particulières de travail

- Déplacements professionnels sur la zone d'intervention Grand Est
- Possibilité de demande de renfort ponctuel dans d'autres déplacements de la Délégation Territoriale Grand Est en Bourgogne – Franche-Comté, en cas de crise sanitaire ou autre.
- Missions pouvant imposer des contraintes horaires liées aux déplacements, parfois sur plusieurs jours, avec nuitée(s) en dehors de la résidence administrative
- Regroupement des contrôleurs au cours de l'année sur les différentes régions du territoire
- Déplacements liés aux formations de la mission sur les sites de Pompadour/Saumur /Le Pin

Ce poste donne accès à :
- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel

➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,
- Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste :
thierry.brucker@ifce.fr coordinateur de contrôle de la délégation territoriale Grand Est Bourgogne Franche Comté Tél. : 06.30.07.84.95
julie.schneider@ifce.fr Directrice des contrôles et de l'identification de terrain – Tél. : 05 55 73 83 74 ou 06 86 71 01 90
daniel.lagneaux@ifce.fr Délégué territorial en Grand Est et en Bourgogne – Franche-Comté
Tél : 06 78 46 72 13

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

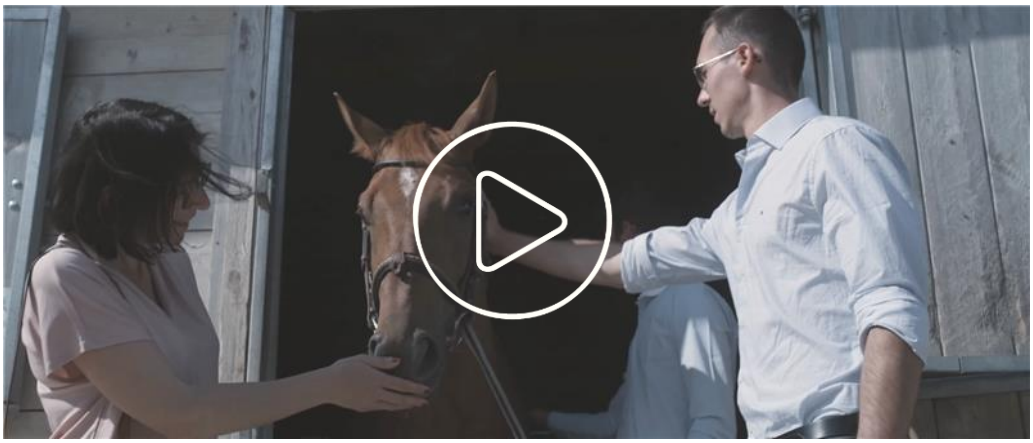
Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-2 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !

www.ifce.fr



Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Grand Est

Contrôleur pluri-filières

Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire - Pôle FranceAgriMer
4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

N° appel à candidature : 23539	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant	**Localisation : Châlons en Champagne (51000)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère en charge de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le Service Régional d'Economie Agricole et d'Agroalimentaire (SREAA) assure une fonction de pilotage, d'animation et d'appui à la mise en œuvre au niveau régional des politiques publiques agricoles et agroalimentaires européennes et nationales. Composé d'une cinquantaine d'agents répartis sur 3 sites, le service s'organise en 4 pôles par domaine de compétences :
- pôle « performance environnementale et valorisation des territoires » (Châlons-en-Champagne) ;
- pôle « FranceAgriMer » (Châlons-en-Champagne avec des unités à Metz et Strasbourg) ;
- pôle « compétitivité des entreprises » (Metz) ;
- pôle « suivi des programmations » (Strasbourg) ;

Seul pôle du SREAA réparti sur les 3 sites de la DRAAF, le pôle FranceAgriMer se compose d'environ 25 agents issus de FranceAgrimer et du Ministère en charge de l'agriculture.

Fort de cette double origine et de cette richesse de compétences, le pôle regroupe l'ensemble des missions de suivi, d'animation et de mise en œuvre des dispositifs de soutien aux filières. Compétent à la fois sur le secteur agricole et agroalimentaire, il privilégie une approche transversale des filières, de l'amont à l'aval.

Pour assurer la proximité avec les partenaires professionnels et les porteurs de projets, le pôle s'articule autour de 4 unités spécialisées :
- unité « grandes cultures » à Châlons en champagne ;
- unité « investissement vitivinicole » ; à Châlons en champagne et à Strasbourg ;
- unité « productions viticoles et certification houblon » à Strasbourg ;
- unité « contrôle » à Châlons, Metz et Strasbourg.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, le contrôleur pluri-filières assure les contrôles en entreprises et/ou en exploitations de type physique et documentaire conformément aux réglementations nationales ou communautaires. Les contrôles portent sur l'ensemble des filières agricoles, principalement viticulture, grandes cultures, PCM.

Missions et activités principales :

Les missions du contrôleur de l'unité sont notamment :
- préparer (phase administrative), réaliser les contrôles sur place ou à distance et rédiger les rapports de contrôle,
- mettre à jour le logiciel suivi des contrôles,
- contribuer à la supervision de dossiers de contrôle,
- en cas de besoin, participer à la gestion administrative de dossiers d'aides.

Les contrôles sont réalisés dans l'ensemble des filières agricoles du Grand-Est (aides aux investissements vitivinicoles, filière céréale, filière élevage et autres filières).

Les missions sont susceptibles d'évoluer selon les besoins du service ou de l'établissement ou de l'établissement.

Des déplacements réguliers liés aux contrôles sur place sont à prévoir sur l'ensemble de la région Grand-Est et des appuis ponctuels à d'autres régions notamment en Bourgogne Franche-Comté, pouvant impliquer des découchés.

Relations fonctionnelles du poste :

- interne : agents de la DRAAF, agents du siège de FranceAgriMer.
- externe : entreprises et bénéficiaires des différents dispositifs, autres services administratifs, organismes professionnels agricoles, corps de contrôle externe.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• Connaissance des politiques agricoles et des filières agricoles ; • Connaissances techniques et agronomiques en productions animales et végétales ; • Maîtrise des réglementations communautaires et nationales applicables ; • Maîtrise des principes de comptabilité générale (entreprises et exploitations) et de la comptabilité matières ; • Connaissance du contexte organisme payeur.	• Autonomie, adaptabilité et réactivité ; • Sens de l'organisation, capacité d'analyse et de synthèse ; • Maîtrise des procédures et des applicatifs métiers et des outils de contrôle ; • Maîtrise des outils bureautiques ; • Rigueur et méthode ; • Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ; • Capacités rédactionnelles ; • Aptitude au travail en équipe et à rendre compte.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Déplacements liés aux contrôles sur place

Poste clé[1] :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

Personnes à contacter

Fabrice GUICHON, chef du service Régionale d'Economie Agricole et Agroalimentaire
03.26.66.20.11 - fabrice.guichon@agriculture.gouv.fr

Vincent GUEUTIER – Chef du pôle FranceAgriMer
03.26.66.20.43 - vincent.gueutier@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Agence comptable / Service Finances / Unité Trésorerie

Adjoint(e) au chef de l'unité Trésorerie

N° appel à candidature : 23613	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière budgétaire et comptable	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Indiquer : nom de la ville le code département entre parenthèse 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public) Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio).

Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :

- mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;

- assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.
Une soixantaine d'agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 900M€/an).

L'unité Trésorerie est chargée, pour les crédits nationaux et européens de l'exécution et de la comptabilisation des décaissements et des encaissements.

Elle contrôle la disponibilité des fonds avant l'exécution des paiements.

Elle assure la gestion de la trésorerie (placement ou dégagements des excédents, appels de fonds, …) et des emprunts et des lignes de trésorerie.

Elle réalise les états relevant d'une obligation réglementaire notamment du tableau T104.

Objectifs du poste

Garantir la qualité comptable et financière des opérations de trésorerie nationales et européennes des Etablissements

Missions et activités principales :

Correspondant de l'unité fonctionnelle trésorerie pour toutes les questions relatives au référentiel européen (procédures, outils, nomenclature…)

Exécution des règlements et encaissements européennes et nationaux de chaque établissement du groupement :

- contrôle et remise en banque des moyens de paiement émis et reçus
- enregistrement comptable des opérations de trésorerie
- recyclage des rejets bancaires
- suivi des paiements et encaissements en attente d'imputation définitive
- rapprochement bancaire (toutes périodicités)

Gestion active de la trésorerie européenne et nationale :

- Centralisation des prévisions de trésorerie européenne pour détermination du besoin ou de l'excédent de trésorerie prévisionnel (appel de fonds ou dégagement)
- Analyse des écarts prévisions/réalisations

Reporting sur la trésorerie européenne toutes périodicités (dont T104)

Rapprochements des données de gestion (DIP) et des données comptables

Remplacement du chef d'unité « Trésorerie » en cas d'empêchement

Représentation de l'agent comptable aux réunions mensuelles de trésorerie en cas d'empêchement du chef de service

Relations fonctionnelles du poste :

Services ordonnateurs (service Affaires financières) et établissements bancaires

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- la règlementation nationale et européenne relative aux opérations de trésorerie
- la nomenclature budgétaire et comptable FEAGA
- toutes les écritures de trésorerie

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise du logiciel SIREPA (enregistrements comptables, paramétrage du T104 dans SIREPA)
- Maîtrise de GFAST (reporting européen)
- Maîtrise d'EDIWEB (logiciel du Crédit Agricole) et poste banque (BNP)
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, Outlook)

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui ☒ Non ☐
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☒ Non ☐
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☒

Personnes à contacter

Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir
Rodolphe-jayet@franceagrimer.fr - Tel : 01-73-30-26-09

Thierry BALIAS, chef de service
thierry.balias@franceagrimer.fr - Tél : 01 73 30-27-25

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 06/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé-e d'Études bioéconomie et méthanisation

MEP/SAET/Unité Bioéconomie

N° appel à candidature : 23641	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration** **4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Filière d'emploi : 2 - Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La direction Marchés, études et prospective (MEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre.
Le futur service Analyses économiques transversales (SAET, actuellement en préfiguration) assurera des missions d'analyses économiques portant sur des sujets transverses aux différentes filières (ex. biomasse, consommation alimentaire) ou au travers d'outils méthodologiques spécifiques (évaluation, prospective) ainsi que d'appui aux réflexions stratégiques et aux analyses socio-économiques des pouvoirs publics ou des acteurs économiques des filières .
Au sein du futur service AET, le poste sera rattaché à l'Unité Bioéconomie, chargée notamment du volet valorisation non-alimentaire de la biomasse (biocarburants, méthanisation, coproduits animaux, produits biosourcés).

Objectifs du poste

Référent au sein de la Direction MEP sur la méthanisation et le biogaz, la·le chargé·e d'études suivra et pourra initier des études visant à mieux connaitre la dynamique et le potentiel de développement de la méthanisation en France, et plus spécifiquement de la méthanisation agricole. Elle·il sera amené·e à partager ses connaissances

au sein de l'Établissement et à participer et représenter FranceAgriMer aux réunions, colloques et séminaires organisés en lien avec cette thématique.

Missions et activités principales :

En tant que référent·e sur la méthanisation :

- Conduite d'une veille réglementaire, économique et scientifique sur le biogaz, la méthanisation agricole et industrielle ;
- Diffusion orale et écrite des connaissances, par la proposition des sujets de notes ou d'analyses économiques de la filière ;
- Lancement et pilotage des études sur la bioéconomie, et en particulier la méthanisation.

La·le chargé·e d'études contribuera par ailleurs à développer et à alimenter le système d'information sur la bioéconomie (ONRB) par la constitution et l'entretien de réseaux d'experts, l'estimation des gisements de biomasse et le traitement des données collectées.

Elle·il appuiera la cheffe d'unité dans l'alimentation et l'animation des instances de concertation en lien avec la bioéconomie, notamment le groupe de travail « méthanisation ».

Relations fonctionnelles du poste :

La·le chargé·e d'études travaillera en étroite collaboration avec les autres membres de l'unité bioéconomie et analyses transversales, notamment pour l'alimentation et le développement de l'ONRB. Du fait de la transversalité des filières de la bioéconomie, la·le chargé·e d'études sera amené·e à travailler avec l'ensemble des unités de la direction MEP, les délégués filières ainsi qu'avec les administrations œuvrant pour la bioéconomie (MASA, MTE, Ademe, IGN…) et les acteurs régionaux. Un lien étroit avec les organisations professionnelles, instituts techniques et acteurs de la recherche dans le domaine de la bioéconomie sera indispensable pour assurer pleinement les missions confiées à la·au chargé·e d'études. Notamment, il sera amené à travailler avec divers représentants des filières de la bioéconomie ainsi qu'avec les instituts techniques agricoles pour perfectionner les sources de données et les méthodes de calcul de l'ONRB.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Des connaissances ou un fort intérêt pour :

- l'analyse statistique et économique,
- les filières agricoles, agro-industrielles, forestières et recyclage
- les politiques agricoles, économiques et environnementales
- les procédés de méthanisation

Bonne capacité de synthèse d'études et de textes réglementaires

Pratique avancée de l'anglais (lu et parlé)

Savoir-faire / Maîtrise

- Très bonne capacité rédactionnelle et de communication orale
- Capacité de synthèse
- Aptitude à conduire un projet
- Maîtrise des outils bureautiques
- Rigueur et méthode

Savoir être

- Autonomie, esprit d'initiative, de l'organisation et des priorités,
- Bon relationnel, sens du partage de l'information, aptitude au travail en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+3 minimum validé si candidat contractuel mais bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui Non X

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

Personnes à contacter

Françoise Brugière, préfiguratrice du service Analyses économiques transversales
Francoise.brugiere@franceagrimer.fr – Tel 01 73 30 22 59

Aurore Payen, Cheffe de l'unité Bioéconomie
aurore.payen@franceagrimer.fr – Tel 01 73 30 22 47

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 08/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint(e) au chef du service Comptabilité

Agence comptable / Service Comptabilité

N° appel à candidature : 23645	**Catégorie :** A
Classement parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** 2 si attaché d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : Finances publiques - comptabilité	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public) Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio).

Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :

- mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.

Une soixantaine d'agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 800M€/an).

Le service Comptabilité garantit la qualité des informations comptables enregistrées dans les comptes des établissements. Il est chargé de la tenue des comptabilités des établissements en application des articles 54 et suivants, 191 et 200 et suivants du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Il participe, sur les sujets qui sont de sa responsabilité, à la préparation des dossiers et des projets de réponses aux différents corps de contrôle interne aux établissements et externe, notamment la Commission de contrôles des comptes des organismes payeurs (C3OP).

Il est composé de deux unités : Comptabilité générale et Révision comptable.

Objectifs du poste

Appui et suppléance du chef de service dans la direction et le pilotage du service.

Encadrement direct de l'unité Comptabilité générale et formation des agents ;

Production des états comptables et financiers, élaboration des comptes financiers annuels et participation à la confection des diaporamas et des annexes;

Missions et activités principales :

- Supervision des dépenses d'intervention et gestion des oppositions,
- Référent pour les opérations de comptabilité générale,
- Coordonner et animer les équipes pour assurer la bonne répartition de la charge de travail, renforcer l'harmonisation des pratiques, la polyvalence et l'efficience des deux unités du service ;
- Piloter la fonction comptable, définir les processus adaptés et performants dans le domaine comptable ;
- Piloter les opérations de modernisation des outils et des procédures ;
- Veiller à la qualité des opérations de contrôle relevant de l'agent comptable ;
- Assurer la qualité du dialogue avec les services gestionnaires ;
- Organiser les activités du service pour garantir le respect des conditions d'agrément en tant qu'organisme payeur européen de FranceAgriMer et de l'ODEADOM.
- Etre force de propositions sur ces différents sujets.
- Suivre des projets de modernisation (organisation, outils).

Relations fonctionnelles du poste :

Pour FranceAgriMer, le secrétariat général, la direction des interventions, la direction marchés, études et prospective, la mission affaires européennes et internationales.

Les directions et secrétariats généraux des établissements du groupement comptable (ODEADOM, Agence Bio, INAO)

Les auditeurs internes et externes.

La direction et les autres services de l'Agence comptable

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Forte appétence à la comptabilité

Savoir-faire / Maîtrise

- Aptitude au management et au travail en équipe
- Rigueur et organisation
- Savoir rédiger (comptes rendus, notes, procédures)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Connaissance de la gestion budgétaire et comptable publique et de la comptabilité publique - Connaissance des outils bureautiques - Connaissance de l'outil SIREPA / PEP appréciée	- Esprit d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles indispensables

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum BAC+3 – expérience sur un poste similaire requise

Poste clé[1] :	Oui ☑ Non
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☑ Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non

Personnes à contacter

Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir de l'agent comptable
01-73-30-26-09 / rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr

Gérard CAPDEPONT, chef du service Comptabilité
01-73-30-22-03 / gerard.capdepont@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 06/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires l'indication du corps, du grade et de l'échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission « qualité des données »

Direction Marchés, études et prospective/Service Production et mise à disposition de données économiques multifilières/Mission Qualité des données

N° appel à candidature : 23649	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration** **4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **(application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 2 - Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La direction « Marchés, études et prospective » (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches multifilières et des outils transverses nouveaux, de conduire des études à caractère économique sur les filières et les marchés agricoles, de la pêche et de l'aquaculture. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, les professionnels des filières, en particulier les interprofessions reconnues, et les services territoriaux.

La direction « Marchés, études et prospective » est composée de trois services dont le **Service production et mise à disposition de données économiques multifilières.** Celui-ci a en charge d'organiser la structuration et la mise à disposition de l'information économique. À ce titre il est chargé notamment :

- De la gouvernance, du pilotage, du management de la donnée pour la direction
- d'organiser en base de données partagée des informations économiques (système d'information économique partagé) afin de faciliter sa mise à disposition en interne et en externe,

- de concevoir, de mettre en place ou de faciliter le développement de dispositifs de collecte et de diffusion des informations qui prennent en compte les échelles géographiques pertinentes, les attentes des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), la dimension inter-filières, ainsi que les produits sous signe d'identification de l'origine et de la qualité,
- de missions de maîtrise d'ouvrage des applications et des systèmes d'informations liés directement à l'activité de la direction,

Il assure le pilotage national du Réseau des Nouvelles des Marchés (RNM) en charge de la collecte des informations sur les prix pratiqués et de l'observation des transactions sur les marchés des produits agricoles et alimentaires à tous les stades.
Il assure le pilotage des démarches qualité des dispositifs de collecte et de production de données statistiques et, notamment, de la qualification de données par l'Autorité de la Statistique Publique et de la certification ISO 9001 du RNM, le directeur du système de management de la qualité étant le Directeur de MEP

Il est composé de deux unités (systèmes d'information économique et RNM) et d'une mission, la mission ***« qualité des données »***, chargée de formaliser et de vérifier la soutenabilité du programme statistique annuel et du pilotage de la qualité, d'animer les démarches d'amélioration continue des dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des données, de favoriser la formalisation des règles et politiques associées et d'accompagner méthodologiquement la mise en œuvre au sein de la direction de nouveaux dispositifs de collecte et de production de données statistiques.

Objectifs du poste

La.le titulaire du poste travaillera dans la mission qualité des données, en étroite collaboration avec la.le responsable de la mission, sur les enjeux liés au cadre méthodologique des données collectées, traitées et/ou diffusées par les équipes de la Direction

Missions et activités principales :

- Formaliser le cadre de Data management de la Direction. Le data management, ou gestion de la donnée consiste en la mise en place de règles, de pratiques, d'architectures et de procédures visant à gérer efficacement les données, de leur collecte à leur mise à disposition, en s'assurant qu'elles restent toujours fiables
- Créer le calendrier de diffusion des données de la Direction
- Participer à la mise à jour du programme statistique et en expertiser la soutenabilité
- Piloter et accompagner des démarches d'amélioration continue sur les processus de collecte, traitement et diffusion de données au sein de la Direction
- Elaborer et proposer la politique de diffusion des données de l'Etablissement : accessibilité différenciée, diffusion internet, Open Data, granularité des produits et des mailles géographiques, priorisation, partenariats.
- Participer à l'élaboration les projets de reconnaissance des séries de statistiques publiques à visée d'information générale auprès de l'Autorité de la statistique publique

Relations fonctionnelles du poste :

Sous l'autorité hiérarchique directe du.de la responsable de la mission « qualité des données ».
Toutes unités et service au sein de la direction ; liens étroits avec les utilisateurs de données (publics et privés ; lien avec les autorités de tutelles pour l'établissement des priorités ; lien avec les institutions de la statistique publique (Insee, Comités du label et du secret, Autorité de la statistique publique, SSP) et les établissements producteurs de données versées dans le système d'information (ASP par exemple). Lien étroit avec l'unité « Système d'information économique ».

Compétences requises pour le poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Qualité de la donnée Statistique appliquée Data management (formation possible)	Conduite de projet Rigueur, sens de l'initiative, autonomie Goût des contacts et de la transversalité Sens du travail en équipe Réactivité- anticipation

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac + 3 et 2 ans d'expérience en cas de candidature contractuel

Un profil statisticien, data scientist ou informaticien sensible aux enjeux autour de la donnée serait un plus.

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☒

Personnes à contacter

Claire POISSON, chargée de mission auprès de la Direction Marchés, études et prospective.
claire.poisson@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 23 61

Fabien DJAOUT, préfigurateur chef du service Service production et mise à disposition de données économiques multifilières
fabien.djaout@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 27 39

Pierre CLAQUIN, directeur Marchés, études et prospective
pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 25 78

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 08/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet SI domaine Pêche

Secrétariat Général / Service Systèmes d'Information / Unité Système d'information Information Economique et Systèmes Transverses

N° appel à candidature : 23653	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat** **(Application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Poste également ouvert au recrutement de contractuels, sous la forme d'un contrat de droit public (en application des articles L332-2 et L 332-5)

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer intervient également dans le suivi des activités de pêche, en assurant, sous la tutelle de la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA), d'une part la réalisation des

opérations de saisie informatique, de contrôle qualité et traitements des obligations déclaratives des activités de pêche d'une part, et d'autre part la maitrise d'ouvrage déléguée de projets informatiques associés.

Au sein de l'Etablissement, le service Système d'information assure le fonctionnement du SI, soutient le développement des usages numériques et met en œuvre les projets d'évolution et de transformation numérique. Le service SI est composé de l'unité « Infrastructure et Production » qui assure la gestion des infrastructures techniques et de trois unités « études et développements » qui pilotent sur leurs périmètres respectifs les travaux de maitrise d'œuvre de conception et développements des applications et téléservices de l'Etablissement.

Chacune des unités études est structurée en domaines fonctionnels constitués de chefs de projets pilotés par un responsable de domaine ou directement par le chef d'unité. Les travaux de développements informatiques sont réalisés par des ESN, le pilotage des travaux est assuré par les équipes FranceAgriMer.

Le poste de chef de projet ouvert est rattaché à l'unité « SI Information Economique et Systèmes Transverses», unité qui assure la gestion du périmètre des SI relatifs au recueil, au traitement et à la diffusion d'informations et d'études économiques, et la gestion des composants et des services informatiques de nature transverse.

Le chef de projet recruté intervient plus particulièrement sur un portefeuille projets centré autour des deux SI relatifs aux activités de pêche développés et gérés pour le compte de la DGAMPA : Projets VisioMer et VisioCaptures.

Les deux projets VisioMer et VisioCaptures sont développés sous architecture web/java (Java/Angular pour VisioCaptures), SGBD Oracle, infocentre BO.

Objectifs du poste

Le chef de projet pilote sur le périmètre fonctionnel dont il a la responsabilité :

- les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation.
- la TMA (Tierce Maintenance applicative) des applications de son portefeuille.
- les travaux d'exploitation (infogérance) des applications de son portefeuille.
- Les prestations associées de gestion des applications : tierce recette applicative, assistance utilisateurs.
- Plus globalement, répond aux objectifs des maitrises d'ouvrage (MOA) en créant ou faisant évoluer les applications informatiques.

Missions et activités principales :

Le chef de projet, en qualité de responsable d'un portefeuille projets dédié :

- Pilote la TMA des applications en production sur son portefeuille.
- Pilote les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation. Participation à la réflexion et support au MOA pour l'expression de ses besoins notamment lors de la refonte des outils historiques vers la nouvelle plateforme JAVA.
- Assure un dialogue constant avec les maîtrises d'ouvrage afin de répondre à leur besoins.
- Organise le plan de charge des projets et l'affectation des ressources internes et externes sous sa responsabilité. Pilote les prestations des SSII en charge des développements informatiques.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Veille au respect des engagements et des livrables projets : jalons, coût, délai, qualité. Est responsable du bon déroulement des projets.
- Participe au support technique et fonctionnel des applications de son domaine, en coordination avec les autres équipes de la DSI.

Organise et anime la communication auprès des équipes, des instances de pilotage et de sa hiérarchie.

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef de projet est en relation directe avec :

- Au sein du service Systèmes d'Information : sa hiérarchie ; Les autres membres des unités Etudes pour les aspects support et projets transverses ; Les équipes de l'unité Infrastructure et Production
- Les équipes MOA : Directeurs de projet ; Chefs de projet ; Assistants à maitrise d'ouvrage ; Utilisateurs.
- Les chefs de projets des sociétés de prestations titulaires des marchés concernés et leurs collaborateurs

L'équipe SSI (Sécurité des Systèmes d'Information)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maîtrise des méthodes et pratique des outils de gestion de projet
- Expérience de pilotage de développement d'applications /JAVA.
- Expérience en gestion de flux comptables et financiers.

Connaissance en langage SQL

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à gérer un projet
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Capacité à rédiger des documents, à conduire des réunions, etc.
- Capacité relationnelle et de communication
- Autonomie et rigueur

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Sébastien DUTEIS, chef de service Systèmes d'information
Tél. : 01 73 30 26 85 - sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Eric PICHOT, chef de service adjoint Systèmes d'information
Tél. : 01 73 30 25 64 - eric.pichot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tél. : 01 73 30 22 35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable plateforme Java DevOps CI/CD

Secrétariat Général / Service Systèmes d'Information / Unité Infrastructures et Production

N° appel à candidature : 23654	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat** **(Application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Poste également ouvert au recrutement de contractuels, sous la forme d'un contrat de droit public (en application de l'article 4 de la loi n°84-16)

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein de l'Etablissement, le service Système d'information assure le fonctionnement du SI, soutient le développement des usages numériques et met en œuvre les projets d'évolution et de transformation numérique. Le service SI est composé de l'unité « Infrastructure et Production » qui assure la gestion des infrastructures

techniques et de trois unités « études et développements » qui pilotent sur leurs périmètres respectifs les travaux de maitrise d'œuvre de conception et développements des applications et téléservices de l'Etablissement.

L'unité Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité du système d'information. L'unité dispose au sein de deux salles informatiques, d'un parc d'environ 400 serveurs virtualisés sous VmWare, d'une infrastructure de stockage full Flash Pure Storage, d'un dispositif de sauvegarde sous Veeam, et d'une supervision Centreon. Le SI de FranceAgriMer est sous certification de sécurité ISO/CEI 27001 depuis 2017.

L'unité assure l'exploitation d'environ 100 applications web java (serveurs d'application Glassfish/Payara et bases Solaris/Oracle),
Les développements sous langage Java, assurées par plusieurs équipes réparties dans des centres de services, utilisent un cadre technique piloté par FranceAgriMer qui comprend l'utilisation d'un référentiel d'entreprise de développement et l'utilisation exclusive d'une plateforme d'intégration centralisée mises à disposition par l'unité Production.

La plateforme Java d'intégration actuelle est composée de GitLab, Jenkins, Nexus et SonarQube. L'unité Production souhaite moderniser cette plateforme en mettant en place une nouvelle plateforme d'intégration et de déploiement **continus** (CI/CD), et vise dans un second temps la modernisation de sa plateforme de production java.

Objectifs du poste

Contribuer au bon fonctionnement des systèmes d'information au sein du pôle production de l'unité :

- En assurant la gestion de la plateforme actuelle d'intégration continue.
- En pilotant le projet de mise en place de la nouvelle plateforme CI/CD.
- En assurant le rôle de référent technique de l'unité auprès des équipes de développement Java et lors des différentes instances et comités techniques.
- En participant aux différents projets d'évolution des plateformes Java de l'unité.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les prescriptions techniques du responsable du pôle production, responsable hiérarchique direct, les missions sont :

- Assurer l'administration de la plateforme actuelle d'intégration continue.
- Piloter le projet de mise en place de la nouvelle plateforme d'intégration CI/CD.
- Assurer l'administration de systèmes d'exploitation Linux sous-jacents ;
- Apporter une expertise technique et réaliser de la veille sur le périmètre concerné;
- Assurer le rôle de référent technique DevOps de l'unité auprès des équipes de développement Java et lors des différentes instances et comités techniques.
- Veiller au maintien de la conformité des procédures ISO/CEI 27001 sous sa responsabilité;
- Participer aux différents projets d'évolution des plateformes Java de l'unité.
- Renforcer les équipes sur les points précités.

Relations fonctionnelles du poste :

Le responsable de plateforme Java DevOps CI/CD est en relation directe avec :
Le chef de l'unité, le responsable du pôle production, les membres de l'équipe du domaine production, l'architecte technique, les membres de l'Unité Infrastructure et Production, les chefs de projets « études » et les référents technique des équipes de développement, l'équipe SSI (Sécurité des Systèmes d'Information)

Compétences requises pour le poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
• Connaissance approfondie des écosystèmes CI/CD DevOps • Connaissance des systèmes Linux • Capacité d'analyse, rigueur, esprit • d'équipe • Etre force de proposition • Connaissances serveurs d'application Java	• Administration de chaines DevOps (GitLab/Jenkins/Nexus/JAS) • Conception de plateformes DevOps • Administration Linux

Diplôme – Expérience professionnelle

bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui ■	Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEIS, chef de service Systèmes d'information
Tél. : 01 73 30 26 85 - sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production
Tél. : 01 73 30 23 14 - b-f.collin@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tél. : 01 73 30 22 35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Délégué(e) filières « productions végétales spéciales »

Direction générale / Missions filières

N° appel à candidature : 23660	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 3	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si IAE ou AAE**
Filière d'emploi : Élaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	**Localisation :** Montreuil (93) ou délégations nationales de l'établissement

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement public sous tutelle du MASA, a pour mission de gérer les aides publiques nationales et européennes, de favoriser la concertation et le suivi des filières et d'assurer la connaissance des marchés.

La concertation et le suivi des filières sont assurés par des cadres expérimentés, les délégués filières, au sein de la mission filières, rattachée directement à la Direction générale de l'Etablissement.

En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels, en particulier les présidents des conseils spécialisés et des CTI, et les services de FranceAgriMer, ils ont la charge de la concertation et de l'organisation des travaux des conseils, CTI et groupes de travail relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'Etablissement et les problématiques des filières.

Objectifs du poste

Le ou la titulaire du poste participer à la mise en œuvre des missions de l'Etablissement dans le secteur des productions végétales spéciales, à savoir les plantes à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM), l'horticulture, le houblon et le tabac, en lien avec l'ensemble des filières du secteur, en assurant la coordination constante entre les professionnels, les représentants de l'Etat et les différentes composantes de l'Etablissement. En outre, le ou la titulaire assure en étroite collaboration avec la déléguée filières Grandes Cultures le suivi des filières oléicoles et rizicoles. Enfin, il ou elle assurer pour l'Etablissement une expertise et une veille technico-économique des filières concernées.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Missions et activités principales :

- Assurer l'animation des travaux du Conseil Spécialisé « Productions Végétales Spéciales » et participer activement à celle des Comités Sectoriels Oléicole et PPAM.
- Assurer le lien entre les professionnels et l'établissement pour les filières concernées.
- Effectuer une veille sur les travaux menés dans le cadre des projets et plans des filières.
- Concourir à l'expertise des projets portés par les opérateurs professionnels des secteurs.
- Contribuer à l'animation du dialogue interprofessionnel et à la définition des stratégies collectives structurelles, notamment par l'apport de visions interfilières
- Représenter l'établissement sur les sujets propres aux filières concernées
- Assister et intervenir aux assemblées, conseils, congrès, salons et autres manifestations à caractère professionnel
- Contribuer à la communication interne et externe et veiller à l'information des filières (interventions médias, mise à jour site internet, notes et lettres d'information…)
- Participer aux travaux interfilières de l'Etablissement, notamment ceux liés aux Commissions Thématiques Interfilières et leurs groupes de travail dédiés.

Relations fonctionnelles du poste :

- L'ensemble des services de FranceAgriMer, au siège et dans les services territoriaux.
- Les responsables des organisations professionnelles concernées.
- Les services du ministère en charge de l'agriculture, services centraux et services déconcentrés.
- Les institutions et instituts en charge de ces filières.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances de base des différents secteurs économiques concernés
- Connaissances générales de la politique agricole commune

Savoir-faire / Maîtrise

- Mobilisation des ressources internes comme externes
- Maîtrise des techniques de conduite de projet
- Maîtrise des techniques de communication orale et écrite
- Disponibilité, excellent relationnel
- Capacités d'anticipation et de synthèse
- Flexibilité, adaptabilité
- Rigueur, autonomie

Diplôme – Expérience professionnelle

Une expérience avérée dans le management transverse est nécessaire.

Une bonne connaissance des secteurs concernés serait appréciée.

Contraintes du poste :

Fortes disponibilités en période de crise.

En raison d'une certaine territorialisation des filières (production et aval) concernées, y compris avec les agents de FranceAgriMer qui suivent ces secteurs, des déplacements fréquents sont à prévoir.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non ☑
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☑
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☑

Personnes à contacter

Sébastien COUDERC – Directeur général adjoint

Tél. : 01.73.30.22.72 – sebastien.couderc@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE – Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 – Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 9 NOVEMBRE 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation,
- un *curriculum vitae*,
- pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire Instruction Liquidation

Direction des interventions/Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles/Unité restructuration, gestion des excédents et des sous-produits de la vinification – délégation de Libourne/Pôle distillation

N° appel à candidature : 23661	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Indiquer : Libourne (33500)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction des Interventions, composée de 6 services, est essentiellement chargée de la préparation, de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses et des recettes pour les aides nationales et communautaires. Elle organise également les contrôles sur place de ces mesures et gère certaines interventions ne donnant pas lieu à des paiements.
Le service de « gestion du potentiel viticole et d'amélioration des structures vitivinicoles » a en charge plusieurs des mesures d'aides relevant de l'OCM Vitivinicole : aide à la restructuration du vignoble, aide à la distillation des sous-produits, aide aux investissements, ainsi qu'à partir du 01/01/2016, la délivrance des autorisations de plantation de vignes. L'unité « restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification » a précisément pour missions la supervision et l'ordonnancement des dossiers d'aide à la restructuration du vignoble, la gestion de l'intégralité de la mesure d'aide à la distillation des sous-produits de la vinification

Objectifs du poste

Concourir à l'ordonnancement des dossiers d'aides à la restructuration du vignoble.

Missions et activités principales :

Réceptionner les dossiers d'aide à la restructuration/reconversion du vignoble instruits et liquidés dans les services territoriaux de l'établissement et en assurer la supervision par contrôles croisés.

Assurer le contrôle croisé : présence des pièces, liquidation conforme aux recommandations du guide de procédure.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Relations fonctionnelles du poste :

Contacts avec l'encadrement hiérarchique, les services instructeurs des services territoriaux, les bénéficiaires, les agents des autres pôles de l'unité, les agents des autres services exerçant leur activité sur le site

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Réglementations spécifiques aux mesures gérées
Procédures spécifiques aux mesures gérées
Applications informatiques métiers, et outils bureautiques Word, Excel, BO

Savoir-faire / Maîtrise

Capacité d'organisation et planification des tâches
Capacité rédactionnelle
Capacité d'analyse et de synthèse
Rigueur dans l'exécution des tâches
Maitrise des applications informatiques métiers et bureautiques

*** Savoir être ***

- autonomie et goût du travail en équipe
- capacité d'adaptation aux contraintes du service
- respect de la confidentialité
- capacité d'écoute et de partage des connaissances
- maitrise de la communication et professionnalisme dans les réponses

Diplôme – Expérience professionnelle

Baccalauréat obtenu en cas de candidature de contractuel

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Marie TOUVAIS chef du service GPASV
01 73 30 20 72
marie.touvais@franceagrimer.fr

Marie-Ange DULUC chef d'unité restructuration – gestion des excédents et sous-produits de la vinification – délégation nationale Libourne
01.73.30.36.20
marie-ange.duluc@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

La délégation de FranceAgriMer à Libourne est située dans une zone d'activité en périphérie du centre, à 3,5 km de la gare, et à 2,5 km de l'accès à l'autoroute A89..

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
La délégation de Libourne permet un accès à un service local de restauration proposant des tarifs préférentiels aux agents.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 03/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Acheteur confirmé dans le domaine des achats de denrées alimentaires
Secrétariat Général – Service des achats

N° appel à candidature : 23662	**Catégorie : A**
Classement parcours professionnel : 1	**Cotation RIFSEEP : Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 17 - Administration générale	
Poste vacant	**Localisation :** MONTREUIL (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Au sein du secrétariat général de FranceAgriMer, le service de l'achat public définit la politique des achats de l'établissement. Il assure également sa mise en œuvre en concertation avec l'ensemble des directions de l'établissement.

Les principaux objectifs du service :

- Consolider la programmation des achats de l'établissement en favorisant les actions de mutualisation de marchés en interne (entre directions et services) ou en externe (avec les autres établissements de la sphère agricole)
- Définir les stratégies des achats
- Conclure les marchés publics conformément à la règlementation ou en ayant recours aux marchés externalisés (DAE, UGAP) et en assurer la bonne exécution;
- Conseiller les directions et services de l'établissement dans la définition de leurs besoins;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Définir la stratégie de formation et de sensibilisation des acteurs de la fonction d'achat

Enfin, le service de l'achat public rend compte au secrétaire général des actions mises en œuvre ainsi que des résultats obtenus.

Objectifs du poste

Au-delà de ses missions pour les secteurs agriculture et pêche, FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (Ministère chargé des Affaires sociales et de la Santé) la gestion du Fonds social européen+ (aide aux plus démunis). A ce titre, l'Etablissement est chargé de procéder les achats de denrées alimentaires au titre de ce programme européen.

Dans ce cadre, l'acheteur leader dans le domaine des achats de denrées alimentaires réalise l'ensemble de ces achats en lien étroit avec le service prescripteur, pour un volume annuel d'environ 100 M€.

Missions et activités principales :

Mener la veille économique et procéder au sourçage sur ce domaine d'achats pour l'ensemble des produits achetés (près de 30 produits différents ambiants ou surgelés)

Mettre en œuvre les procédures de marchés publics pour l'ensemble de ces produits selon le calendrier défini avec le service prescripteur

Evaluer et suivre la performance des achats de ce domaine

Activités :

- Elaborer ou participer à l'élaboration des stratégies et ingénierie d'achat (leviers achats, allotissement, choix de procédure,…)
- Apporter un appui au service prescripteur dans la définition du juste besoin, élaborer et rédiger les pièces administratives du marché (CCAP, RC, AAPC, AE, annexes…)
- En collaboration avec le service prescripteur, analyser, sélectionner les offres et négocier dans le cadre des procédures autorisées et rédiger le rapport de présentation en collaboration avec les services prescripteurs
- Piloter les projets achat (calendrier, moyens, risques…) et suivre l'exécution des contrats (avenants, réunions de suivi, litiges, pénalités…)
- Contribuer à l'amélioration de l'exécution des contrats-marchés en participant aux réunions de bilans marchés
- Gérer les actes administratifs des marchés publics (déclarations obligatoires, avenants, ordres de services, reconductions…)
- Procéder aux saisies des marchés et autres actes contractuels (avenant, ordre de services, révisions) dans le système d'information financier.
- Participer au suivi de l'exécution des contrats-marchés en lien avec le service prescripteur (litiges, pénalités…)
- Gérer la relation fournisseur de 1er niveau sur son périmètre de compétences
- Alerter, signaler, rapporter les incidents d'approvisionnement aux parties prenantes (service prescripteur, budgétaire, comptable…)
- Mettre en œuvre des solutions de 1er niveau en cas de difficultés
- Renseigner les tableaux de bord de suivi des procédures

Relations fonctionnelles du poste :

La direction et le service prescripteur (direction des interventions)
Le service des affaires financières
Le service comptable et budgétaire ministériel
L'agence comptable

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

La direction générale de la cohésion sociale

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Forte maîtrise du processus achat dans le domaine des denrées alimentaires
- Législation (réglementation de la commande publique, fondamentaux budgétaires et comptables)
- Connaissance de l'environnement professionnel du domaine d'activité et de l'organisation (écosystème)
- Gestion des risques, contrôle-audit-évaluation (démarche qualité)
- Achats durables

Savoir-faire / Maîtrise

- Planifier / gérer les délais
- Gérer la relation fournisseurs (piloter les prestataires et suivre les litiges éventuels)
- Négocier
- Évaluer et exprimer un besoin en vue de l'élaboration d'un cahier des charges
- Sourçage, analyse du marché fournisseurs et veille sur le domaine d'expertise
- Rédiger des pièces de marché
- Analyser et évaluer des offres
- Réaliser un RETEX post-procédure
- Résolution des conflits (médiation)
- Travailler en mode projet achat (ressources, parties-prenantes, conduite du changement, gestion des risques (litiges, pénalités, approvisionnements…)

Savoir-être :

- Grande adaptabilité, forte autonomie, organisation et réactivité / sens de l'initiative / sens de l'innovation
- Sens de l'analyse et de la gestion des priorités
- Sens de la communication orale, écrite, électronique (être à l'écoute, faire preuve de diplomatie, capacité de conviction et d'adhésion, capacité d'alerte …)
- Respect de l'éthique, de la réglementation (conformité), adhésion à la déontologie achat et sens du service public

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+3 ou plus en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Risques de contentieux des marchés publics

Exposition aux délits d'octroi d'avantages injustifiés, de favoritisme…

Disponibilité importante

Communication-dialogue avec toutes les parties prenantes internes et externes de l'achat public (prescripteurs, utilisateurs, finances-budget-juridique, fournisseurs…)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui ☒ Non ☐
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☒ Non ☐
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☒

Personnes à contacter

Jean Philippe HATTAB, chef du service des achats,
jean-philippe.hattab@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 21 75

Tiphaine LELIEVRE, chargée de mission recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires, l'indication du corps, du grade et de l'échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
L'Etablissement assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Il soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé d'étude économétrie à l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges

Direction marchés Etudes et Prospective/Mission Observatoire de la Formation des Prix et des Marges

N° appel à candidature : 23663	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration** **4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Filière d'emploi : 2 - Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** Montreuil (93), proche métro ligne 1 Saint-Mandé et RER A Vincennes 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le secrétariat de l'Observatoire de la Formation des prix et des marges (OFPM) est porté par FranceAgriMer, au sein de la direction Marchés, Etudes et Prospective.

La direction Marchés, études et prospective (DMEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre.

L'OFPM est un dispositif de production d'informations économiques et d'échanges entre pouvoirs publics et professionnels. Il livre une information objective, à destination des élus, des professionnels, des consommateurs et des pouvoirs publics, sur les composantes de la valeur des produits alimentaires et leur répartition dans les

circuits de production-transformation-distribution ainsi que sur les évolutions des prix à différents stades. Un comité de pilotage oriente ses travaux et en discute et valide les résultats. Lesquels font l'objet d'un rapport annuel au parlement. Le dispositif et son comité de pilotage sont dotés d'un président, nommé conjointement par les ministres en charge de l'agriculture et de la consommation. Le secrétariat général, porté par FranceAgriMer, est chargé de la coordination du dispositif et de la direction technique des travaux. Il rapporte les résultats au comité de pilotage et prépare le rapport annuel. Les travaux s'appuient sur des données élaborées par l'Insee, le SSP, la Banque de France FranceAgriMer, les ITA, des fédérations professionnelles et des établissements bancaires ou comptables ou au service de leurs membres ; ainsi que des modèles développés par et pour l'Observatoire. Les méthodes et résultats sont présentés et discutés au sein de groupes de travail thématiques.

Les résultats sont disponibles sur le site : https://observatoire-prixmarges.franceagrimer.fr/.

Le secrétariat d l'Observatoire est composé de quatre autres permanents :
Un secrétaire général
Un chargé de mission sur l'approche produits : prix et marges brutes des maillons production, transformation, distribution
Un chargé de mission sur l'approche comptes des entreprises de production, transformation et distribution : marges nettes
Une chargée d'études sur la connaissance des IAA et la diffusion des résultats de l'observatoire sur son site

Objectifs du poste

- Force de proposition pour de nouvelles approches économétriques pour éclairer les travaux de l'OFPM (ex : co-intégration de séries temporelles)
- Améliorer les liens et interfaces avec le monde académique et de la recherche à la fois pour favoriser la mobilisation de l'OFPM par la sphère académique et pour l'application d'outils et de méthodes statistiques et économétrique aux travaux de l'Observatoire, animation du futur comité scientifique de l'Observatoire
- Coordination des travaux d'étude sur la comparaison des résultats européens.
- Production, en binôme, des résultats de « l'euro alimentaire » à partir des comptes de la nation
- Organiser les « entretiens de l'Observatoire », annuels, sur une demi-journée, sur le stand de FranceAgriMer au salon de l'agriculture
- Participer aux principales autres actions de l'OFPM que sont la rédaction du rapport annuel, la mise à jour du site internet et la publication de lettres de l'Observatoire.

Missions et activités principales :

Expertiser puis expérimenter et proposer de nouvelles approches économétriques (analyse des données disponibles, mobilisation de méthodes économétriques adaptées, limites et intérêts) Le cas échéant, contribuer à l'encadrement de stages sur ces sujets

Approfondir et structurer les relations avec le monde académique

- Développer et animer un réseau d'enseignants, chercheurs et experts scientifiques ou techniques (y compris instituts techniques, laboratoires de recherche, unités scientifiques, etc.) compétents dans les domaines suivis par l'OFPM.
- Favoriser la production de travaux scientifiques sur la base des productions de l'Observatoire et réciproquement favoriser l'enrichissement de l'Observatoire et la robustesse de ces travaux par le regard académique (formalisation en cours)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Contribuer au débat Observatoire – pouvoirs publics – sphère académique notamment dans le cadre des entretiens de l'observatoire

Comparaison européenne

- Identifier les angles de comparaison pertinents et les données susceptibles de servir cette comparaison
- Préparer un cahier des charges pour une externalisation des travaux. Piloter l'étude et assurer son exécution

Euro alimentaire

- être le binôme de la chargée d'études pour la production et l'analyse des résultats.
- Adapter les outils à a future évolution des comptes de la nation

Relations fonctionnelles du poste :

Centres de recherche et d'enseignement supérieurs, organisations professionnelles de l'agroalimentaire, instituts techniques agricoles, services de statistiques, divers experts, ensemble des autres équipes de FranceAgriMer (MEP, communication, Mission Filières, …), Directions des ministères de tutelle (DGCCRF, DGPE).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances solides en économétrie notamment dans l'analyse des séries temporelles (ex : co-intégration).
- Connaissance des filières agroalimentaires.
- Bonne connaissance des fonctions élaborées des tableurs usuels
- Pratique des logiciels statistiques usuels du type SAS ou R.

Savoir-faire / Maîtrise

- Intérêt pour l'exploitation de sources statistiques et économiques.
- Très bonne capacité à rédiger et à élaborer des livrables de qualité.
- Goût pour les questions méthodologiques.
- Conduite de projet

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature contractuelle, bac+5 de préférence

Contraintes du poste :

Le travail annuel est rythmé par le calendrier des 4 comités de pilotage et des groupes de travail par filières, pour une remise du rapport en fin de printemps.

Poste clé[1] :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☒

Personnes à contacter

Pierre CLAQUIN, directeur Marchés, Etudes, Prospective
pierre.claquin@franceagrimer.fr– Tél. : 01 73 30 25 78

Frédéric DOUEL, secrétaire général de l'OFPM
frederic.douel@franceagrimer.fr– Tél. : 01 73 30 30 60

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint.e au chef de l'unité

Direction Marchés, études et prospective / Service Analyse économique des filières
Unité Grains et sucre

N° appel à candidature : 23664	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant janvier 2024	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international.

.

Dans le cadre de cette troisième mission, la Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Elle est composée de trois services (service Analyse économique des filières, service Analyses économiques Transversales et service Production et mise à disposition de

données économiques multifilières) et deux missions (mission OFPM et mission Contrôle interne, programmation et documentation).

Au sein du service **Analyse économique des filières**, **l'unité Grains et Sucre** couvre les secteurs des céréales, des oléo-protéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Cette équipe de 16 agents suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières. Elle assure le pilotage et la gestion des dispositifs de recueil de données notamment à caractère réglementaire, dont les cotations, ainsi que le pilotage des enquêtes Qualité des céréales et du programme Céré'Obs. Elle met en œuvre, pour le secteur des grandes cultures, la réglementation européenne sur la transparence des marchés.

Objectifs du poste

Placé/e auprès du chef d'unité, le/la titulaire du poste, contribue à l'encadrement et au pilotage de l'unité ainsi qu'à son bon fonctionnement. En fonction de son profil et de son parcours professionnel, il pourra se voir confier la pleine responsabilité et le pilotage de missions plus spécifiques de l'unité. Force de proposition, le/la titulaire du poste, appuyé/e par une équipe d'environ 15 agents, aura vocation à intervenir sur les domaines suivants.

COLLECTER, ANALYSER ET DIFFUSER DES DONNEES

- Veiller à la pertinence, la qualité et la fiabilité des données collectées et produites et des informations de conjoncture diffusées, notamment au regard de la mission européenne de Transparence des marchés ;
- Piloter la production opérationnelle des cotations par l'unité ;
- Répondre, dans le respect du RGPD, aux demandes de données internes et externes (notamment des tutelles) en matière de suivi de conjoncture, ou exploitations et analyse de données.
- Conduire les évolutions des systèmes d'information associées aux projets pilotés par l'unité ;

VALORISER L'INFORMATION ECONOMIQUE

- organiser la valorisation et la diffusion de l'information économique produite par l'unité, notamment au travers de publications et de présentations dans les conseils et comités spécialisés de FranceAgriMer ou auprès d'autres instances françaises ou internationales ;
- assurer la mise en œuvre et le suivi du programme annuel des études du périmètre de l'unité et coordonner leur valorisation en particulier par des publications ;
- répondre aux demandes d'information de la direction générale, des services de l'État, de l'Union
- européenne et des familles professionnelles.

REPRESENTER l'unité et/ou de la Direction lors de réunions ou missions professionnelles, en France, au niveau UE ou à l'international.

Missions et activités principales :

- Suppléance du chef d'unité

En appui du chef d'unité, contribuer à et/ou organiser

- le pilotage administratif de l'unité (appels d'offres, suivi budgétaire et financier…), l'animation et l'organisation de l'équipe
- la conception, la mise en œuvre et la gestion des outils permanents de collecte de données
- la communication et la diffusion des analyses ou études produites par l'unité Grains et sucre vers les partenaires administratifs et professionnels, vers la presse ou le grand public ;
- le suivi des relations avec l'Autorité des Marchés Financiers
- l'identification des nouveaux besoins, notamment relatifs aux systèmes d'informations
- l'évolution des états statistiques céréales et oléoprotéagineux, la dématérialisation des enquêtes, les évolutions du programme Céré'Obs
- la participation à des actions de coopération internationale.

Relations fonctionnelles du poste :

FranceAgriMer Siège, Services territoriaux (correspondants cotations, Estiprev et enquêtes, réseau des nouvelles des marchés, chefs de SRISE…), services du Ministère chargé de l'agriculture (DGPE, SSP…), et des Ministères chargés de l'économie et des finances (DG Trésor), structures professionnelles et interprofessionnelles, instituts techniques, prestataires externes, chercheurs et universitaires, institutions européennes, organisations intergouvernementales (CIC, AMIS, MED-AMIN).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Connaissance de l'environnement économique et professionnel des filières agricoles - Compétences en économie agricole - Compétences agronomiques - Connaissance des filières des grandes cultures	- Capacités managériales - Bonnes aptitudes à la communication écrite et orale - Maîtrise des techniques de l'analyse de conjoncture - Maîtrise des techniques d'enquêtes et de traitements de l'information - Maîtrise des outils bureautiques - Maîtrise opérationnelle de logiciels de statistiques (R, SAS ou équivalent) - Maîtrise de l'anglais professionnel lu, écrit et parlé

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Disponibilité pour la préparation des conseils spécialisés Grandes cultures chaque mois.
Quelques déplacements en France ou sur le territoire européen.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre – marc.zribi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 14
Cécile Guillot, chef du service AEF– cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement- Mobilite@franceagrimer.fr Tél 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil.
Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef.fe d'unité

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels, pêche et promotion /
Unité Apiculture et Programmes opérationnels autres secteurs

N° appel à candidature : 23665	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant - prise de fonction au 1er janvier 2024	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, en appui du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au titre du FEAGA, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère différents types d'aides européennes. Dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune (PAC) entrée en application au 1er janvier 2023, de nouveaux secteurs sont concernés par des aides spécifiques s'appuyant sur des programmes opérationnels. Ces programmes opérationnels sont des projets pluriannuels présentés par des organisations de producteurs. Ils donnent lieu chaque année au versement d'une aide européenne dès lors que les projets sont réalisés conformément aux modalités définies qui sont contrôlées par FranceAgriMer.
Cinq nouveaux secteurs seront ainsi accompagnés en France via des programmes opérationnels ; les protéines végétales, le riz, l'horticulture, les veaux sous la mère label rouge et la cuniculture.
Une unité dédiée est créée au sein de FranceAgriMer pour suivre et gérer les programmes de ces cinq secteurs ainsi que celui de l'apiculture au titre des aides du FEAGA.

Objectifs du poste

Prendre en charge la nouvelle unité d'ores et déjà préfigurée qui comprendra une dizaine de personnes à terme. Gérer cette nouvelle unité et mettre en œuvre les dispositifs d'aide européens confiés à cette unité, à savoir les aides FEAGA en faveur de l'apiculture et des programmes opérationnels des cinq secteurs précités.

Missions et activités principales :

- Coordonner et organiser la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs d'aide gérés par l'unité
- Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction, la supervision et l'ordonnancement des montants d'aide à payer
- Adapter les procédures de gestion et du processus et activer le contrôle interne pour d'améliorer l'efficience des dispositifs en place
- Garantir le respect des procédures et des obligations réglementaires
- Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires des différents dispositifs avec le ministère de l'agriculture et les représentants professionnels
- Mettre à disposition des bénéficiaires les documents ou informations adéquates pour l'établissement de leurs demandes d'aide et de paiement
- Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du ministère ou de l'UE

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
- Organisations de producteurs des cinq nouveaux secteurs,
- Auditeurs et contrôleurs internes et externes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Une formation ou des compétences permettant de traduire de façon opérationnelle des obligations réglementaires seraient appréciées.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à prendre des décisions et à anticiper
- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Rigueur en matière organisationnelle et dans l'établissement et le respect des procédures
- Bonne maitrise de l'écrit et de l'oral
- Capacité à manager une équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature de contractuel

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

Personnes à contacter

Stéphane LE DEN, directeur des interventions
☎ : 01 73 30 23 49
✉ : stephane.le-den@franceagrimer.fr

Yolène JAHARD, adjointe au directeur des interventions
☎ : 01 73 30 23 12
✉ : yolene.jahard@franceagrimer.fr

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels, pêche et promotion
☎ : 01 73 30 29 80
✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35
✉ : mobilite@franceagrimer.fr

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Poste de chargé(e) d'étude

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels, pêche et promotion / Unité Apiculture et Programmes opérationnels autres secteurs

N° appel à candidature : 23666	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 .1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **4 si corps des attachés**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, en appui du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au titre du FEAGA, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère différents types d'aides européennes. Dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune (PAC) entrée en application au 1er janvier 2023, de nouveaux secteurs sont concernés par des aides spécifiques s'appuyant sur des programmes opérationnels. Ces

programmes opérationnels sont des projets pluriannuels présentés par des organisations de producteurs. Ils donnent lieu chaque année au versement d'une aide européenne dès lors que les projets sont réalisés conformément aux modalités définies qui sont contrôlées par FranceAgriMer.
Cinq nouveaux secteurs seront ainsi accompagnés en France via des programmes opérationnels ; les protéines végétales, le riz, l'horticulture, les veaux sous la mère label rouge et la cuniculture.
Une unité dédiée est créée au sein de FranceAgriMer pour suivre et gérer les programmes de ces cinq secteurs ainsi que celui de l'apiculture au titre des aides du FEAGA.

Objectifs du poste

Au sein de cette nouvelle unité, le.la chargé.e d'étude interviendra au titre des programmes opérationnels relevant des cinq nouveaux secteurs. Il.elle interviendra sur la stabilisation des règles pour les nouveaux programmes opérationnels, sur la mise en place de procédures, sur le contrôle du respect de ces procédures et prendra part aux échanges avec les auditeurs et contrôleurs tant internes, qu'externes. Il.elle participera à la gestion des programmes opérationnels et interviendra en appui des agents de l'unité.

Missions et activités principales :

- Participer aux réunions de travail, à la finalisation des textes et des outils, au suivi et au pilotage des programmes opérationnels.
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes. Mettre en place les outils de contrôle du respect de ces procédures.
- Participer à la mise en place des outils informatiques de gestion et pilotage des programmes opérationnels.
- Préparer et gérer les outils de suivi et reporting relatifs aux programmes opérationnels.
- Instruire et superviser des programmes opérationnels
- Appuyer et accompagner l'équipe sur la gestion des programmes opérationnels des cinq nouveaux secteurs
- Venir le cas échéant en appui sur des problématiques autres que celles des PO autres secteurs

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
- Organisations de producteurs des cinq nouveaux secteurs,
- Auditeurs et contrôleurs internes et externes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- Une formation ou des compétences permettant de traduire de façon opérationnelle des obligations réglementaires seraient appréciées.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Rigueur
- Bonne maitrise de l'écrit

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature de contractuel

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels, pêche et promotion
☎ : 01 73 30 29 80
✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Sandrine JACOBACCI, responsable du pôle apiculture
☎ : 01 73 30 22.73
✉ : sandrine.Jacobacci@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35
✉ : mobilité@franceagrimer.fr

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/12/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Poste d'instructeur liquidateur

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels, pêche et promotion /
Unité Apiculture et Programmes opérationnels autres secteurs

N° appel à candidature : 23667	**Catégorie :** B
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2** Groupe 2 si corps des secrétaires administratifs
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, en appui du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au titre du FEAGA, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère différents types d'aides européennes. Dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune (PAC) entrée en application au 1er janvier 2023, de

nouveaux secteurs sont concernés par des aides spécifiques s'appuyant sur des programmes opérationnels. Ces programmes opérationnels sont des projets pluriannuels présentés par des organisations de producteurs. Ils donnent lieu chaque année au versement d'une aide européenne dès lors que les projets sont réalisés conformément aux modalités définies qui sont contrôlées par FranceAgriMer.
Cinq nouveaux secteurs seront ainsi accompagnés en France via des programmes opérationnels ; les protéines végétales, le riz, l'horticulture, les veaux sous la mère label rouge et la cuniculture.
Une unité dédiée est créée au sein de FranceAgriMer pour suivre et gérer les programmes de ces cinq secteurs ainsi que celui de l'apiculture au titre des aides du FEAGA.

Objectifs du poste

Au sein de cette nouvelle unité et sous la responsabilité d'un cadre, l'agent devra instruire les programmes opérationnels et les demandes d'aide déposés par les organisations de producteurs. Il devra s'assurer de l'éligibilité de ces programmes et de ces demandes d'aide et déterminer le montant d'aide potentiel pouvant être accordé aux organisations de producteurs ayant déposé ces dossiers. C'est la mission de liquidation du dossier qui est préalable à sa supervision par un cadre de l'unité et à sa mise au paiement.

Missions et activités principales :

- Instruire les programmes opérationnels et vérifier leur éligibilité. Ces programmes sont des projets de 3 à 7 ans comprenant un certain nombre d'actions provenant d'un référentiel établi par FranceAgriMer. Ces programmes concernent plusieurs secteurs agricoles : la production de fourrages séchés, les oléo protéagineux, les produits de l'horticulture et de la floriculture, le riez, les veaux sous Label Rouge et la cuniculture.
  L'instruction consiste à vérifier que les actions prévues dans le programme sont conformes et que les dépenses associées à ces actions sont correctement estimées. Si c'est le cas et après échanges éventuels avec l'organisation de producteurs, l'agent proposera que ce programme soit approuvé en validant les actions et les dépenses prévisionnelles associées.
- Instruire et liquider les demandes d'aides. A l'issue de chacune des années du programme opérationnel approuvé, l'organisation de producteurs présentera une demande d'aide récapitulant toutes les actions effectivement menées et les dépenses associées.

  L'instruction consiste alors à vérifier que les actions menées annuellement et les dépenses associées sont conformes aux prévisions préalablement approuvées par FranceAgriMer. Si c'est le cas l'agent liquidera la demande d'aide et déterminera le montant d'aide annuel à payer à l'organisation de producteurs.
- Venir en appui le cas échéant à d'autres agents de l'unité pour instruire et liquider des dossiers.
- Participer si nécessaire à d'autres tâches au sein de l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, agence comptable,
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
- Organisations de producteurs des cinq nouveaux secteurs,

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Rigueur
- Bonne maitrise de l'écrit
- Capacité à travailler en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Baccalauréat obtenu en cas de candidature de contractuel

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels, pêche et promotion
☎ : 01 73 30 29 80
✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Sandrine JACOBACCI, responsable du pôle apiculture
☎ : 01 73 30 22.73
✉ : sandrine.Jacobacci@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35
✉ : mobilite@franceagrimer.fr

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/11/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Service de l'administration générale
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93 555 Montreuil Cedex

Secrétariat des comités nationaux
Responsable de la cellule secrétariat des comités nationaux

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :

Catégorie : A - Emploi ouvert aux titulaires (fonctionnaire ou statut unifié) ou aux contractuels</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 2</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP : 2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant
Date limite de candidature : 27 octobre 2023</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires.

Ses missions principales sont la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.

L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

Il compte environ 250 agents, fonctionnaires (régime général, statut unifié) ou non, hors stagiaires et apprentis, répartis sur 22 sites dans toute la France métropolitaine.

Le secrétariat des comités nationaux est composé de deux agents et d'un responsable.
Sa mission principale est d'organiser les instances de gouvernance de l'Institut : conseil permanent, comités nationaux et commissions permanentes des comités nationaux.

En amont, cela implique de recueillir, de mettre en forme et de partager l'ensemble des documents qui sont présentés à ces réunions, et de convoquer les membres qui y participent, en s'assurant à l'avance de leur disponibilité.
Cela implique également la nécessité d'être présent lors de ces réunions (en présentiel ou en en visioconférence) afin d'accueillir les participants et de s'assurer du bon de déroulement de ces dernières (votes, quorum).

En aval, cela implique de gérer l'envoi des courriers qui font suite aux décisions prises lors de ces réunions.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Assurer la réalisation des missions du services en supervisant les tâches déléguées aux 2 agents du service. Certaines d'entre elles seront réalisées conjointement par les agents et le responsable (présence lors des réunions, envoi des convocations et des ordres du jour etc.).
Le responsable sera en lien direct avec la direction de l'INAO et les chefs de pôles et de services afin de planifier et d'organiser l'ensemble des tâches nécessaires à la bonne tenue de ces réunions.
Il sera en outre une ressource et un appui logistique pour toute mission impliquant les membres de l'Institut (réunions, congrès, etc.).</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l’autorité de la Directrice, le (ou la) titulaire du poste aura pour missions de superviser les missions suivantes en encadrant les deux agents du secrétariat ::

Préparer les instances de gouvernances de l’Institut :

- Envoi des convocations ;
- Mise en page et envoi des dossiers et de l’ordre du jour présentés lors des instances ;
- Gestion du parc de tablettes numériques servant à présenter les documents aux membres de l’Institut lors des instances ;
- Préparation de divers documents : cahiers d’émargement, liste des excusés, bulletins de vote, PowerPoint, etc. ;
- Préparation logistique : réservation des salles, des espaces restauration…

Assurer le bon déroulement des instances :

- Mise en place des salles de réunion : signalétique, chevalets, tablettes ;
- Présence lors des réunions : accueil des membres, vérification du quorum, gestion des votes...

Suivre les décisions prises lors des instances :

- Mise en circulation pour validation, puis envoi par mail et par voie postale des courriers relatifs aux décisions prises lors des instances ;
- Mise à jour des décisions prises sur le logiciel « Fiches de suivi SIQO » ;
- Mise à jour du tableau des suites ;
- Mise à jour des décisions prises sur le logiciel « Fiches de suivi SIQO » ;
- Suivi et envoi des résumées des décisions.

En dehors des instances de gouvernance de l’Institut :

- Rédaction des comptes rendus des réunions de services, des comités de direction et des conseils permanents ;
- Appui logistique auprès des pôles et services lorsque cela s’avère nécessaire (réunions impliquant des membres de l’Institut hors instances de gouvernance nationale).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Direction de l’INAO, pôles et services, membres professionnels, représentants de différentes administrations et opérateurs du ministère de l’agriculture et de la souveraineté alimentaire (DGPE, DGCCRF, DGDDI, FranceAgrimer etc.).</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Maitrise des outils bureautiques (Outlook, Word, Excel)
Maitrise de l’environnement professionnel</td><td>Capacité à encadrer
Capacité à déléguer
Capacités rédactionnelles
Capacités à dialoguer avec différents types de public

Savoir-être

Rigueur
Disponibilité
Adaptabilité
Initiative
Autonomie</td></tr>
<tr><td>Conditions d’exercice</td><td colspan="2">Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l’agent à son arrivée.

▪ l’agent bénéficie de congés annuels + d’ARTT + d’un régime d’horaires variables ;
▪ l’agent a accès aux offres du comité d’action sociale HORIZON ;
▪ le siège de l’INAO est localisé à proximité des stations de métro Saint-Mandé (ligne 1), Robespierre (ligne 9) et de la gare routière de Vincennes (RER A) ;
▪ le poste est ouvert au dispositif de télétravail fixe ou flottant sous condition d’éligibilité.</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Monsieur Raphael BITTON, Responsable de la cellule secrétariat des comités nationaux. Tél : 01.73.30.38.30 – Courriel : r.bitton@inao.gouv.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP
Agence de Services et de Paiement

Directeur(trice) adjoint(e) du Numérique et des Systèmes d'Information

Sous-direction des Produits

Susceptible d'être vacant

L09301

Localisation : Limoges

Statut : Fonctionnaire cat. A / CDI

Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac + 5

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Au cœur des enjeux digitaux de l'agence, le (la) Directeur(trice) Adjoint(e) assiste le directeur dans le management de la direction et la coordination de l'activité des services et secteurs qui la composent. Il (elle) participe aux missions de pilotage de la direction.

Au-delà de cette responsabilité d'adjoint de plein exercice, le (la) Directeur(trice) Adjoint(e) assure :

- L'encadrement opérationnel de la sous-direction des produits incluant la dimension usine logicielle.
- Sur demande du Directeur, la supervision opérationnelle de projets stratégiques afin d'en sécuriser et d'en fluidifier le déroulement .
- L'évolution cohérente du SI dans le cadre de la stratégie déterminée par la direction générale de l'agence et le DNSI, et précisée dans le schéma directeur du SI.
- Anime et contribue fortement à la démarche de transformation « Acteur du Numérique (ADNUM) » insufflée au sein de l'agence.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI). Elle a en charge la construction, l'administration, l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du système d'information de l'ASP. Cette direction accompagne la transformation digitale de l'ASP (dématérialisation, agilité, DevOps, API, mobilité, data science, cloud, cybersécurité). Vous managerez la sous-direction des Produits de la DNSI qui regroupe les services liés à la construction, à la maintenance et à l'exploitation des déclinaisons des aides publiques et à l'ensemble des applications de la gestion de l'ASP.

MISSIONS

Le (la) Directeur(trice) Adjoint(e) participe aux missions de pilotage de la direction qui sont :

- Pour l'essentiel, piloter en permanence l'adaptation du SI aux enjeux stratégiques de l'agence et être responsable de la conception, de la mise en œuvre et du maintien en conditions opérationnelles du SI, de sa qualité et de sa sécurité. Acteur clé de la gouvernance informatique de l'agence, propose, après avoir étudié les différentes options techniques et organisationnelles, les grandes évolutions de l'informatique de l'établissement. Anticipe les évolutions nécessaires en fonction de la stratégie de l'agence et de la maîtrise des coûts.
- Superviser la mise en œuvre de la politique informatique de l'entreprise, en conformité avec les décisions prises par le Comité de Gouvernance Numérique.

- Définir et négocier les moyens financiers, techniques et humains à mettre en œuvre pour le plan informatique et gérer ces différents moyens. A ce titre, il (elle) encadre le personnel de la direction (recrutement, formation, gestion, animation, dialogue social), gère les budgets de fonctionnement et d'investissement, et supervise les relations avec les prestataires, en veillant au respect des cahiers des charges, des délais et des budgets déterminés pour chaque projet.

- En coordination avec le (la) Directeur (trice) adjoint(e), assure les relations avec les différentes directions métier de l'établissement, assure les relations avec les prestataires de services, représente la DNSI dans les comités de suivi, de pilotage, groupes de travail internes ou externes à l'établissement dont la responsabilité lui a été déléguée par le Directeur.

Le (la) Directeur(trice) Adjoint(e) assure également les missions managériales des services qui sont placés sous sa responsabilité :

- Coordonne les services : définition des objectifs et des priorités, planning, tenue de réunions, relevés de décision,

- Participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie SI de l'établissement,

- Assure le relationnel avec les partenaires internes et externes, en collaboration avec les équipes,

- Est le garant des engagements de la direction dans la conduite des projets confiés aux services dont il a la charge,

- S'assure du respect des normes et procédures internes à la DNSI,

- Valide les budgets des services dont il a la charge et en suivre l'exécution,

- Suit les tableaux de bord de l'activité et des résultats de services,

- Valide les marchés lancés au sein des services et en supervise l'exécution,

- Suit les tableaux de bord de l'activité et des résultats de services,

- Réalise l'évaluation annuelle des chefs de service et chargé de mission sous sa responsabilité directe.

Une expérience dans un poste similaire est souhaitée.

Formation supérieure (master / ingénieur) en systèmes d'information, informatique, gestion de projet, avec une grande expérience (> 5 ans) dans un domaine SI avec responsabilités managériales et budgétaires.

Durée minimale souhaitée sur ce poste : 3 ans

CHAMP RELATIONNEL

La personne recrutée sera en relation avec la Direction Générale, les Directions métiers et les partenaires de la DNSI. Elle représentera la Direction au sein d'instances internes et externes.

Au sein de la DNSI, elle sera amenée à communiquer très régulièrement.

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

- Maîtriser la conduite de grands projets SI, du cadrage initial jusqu'au maintien en condition opérationnelle (cycle en V, multi-stream, agilité, …).
- Savoir rendre compte, déléguer et être disponible.
- Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un ou de plusieurs projets.
- Anticiper les difficultés et alerter le directeur.
- Maîtriser les techniques de communication écrite et orale.
- Maîtriser les techniques managériales.
- Maîtriser la gestion des risques projets et la gestion de la sécurité SI.
- Maîtriser les méthodes d'évaluation (budgets, charges, plannings) pour la conduite de projets.
- Identifier et faire progresser les compétences de son équipe.
- Préparer et suivre l'exécution de marchés publics informatiques.
- Contribuer à la veille et à l'innovation.

SAVOIR-FAIRE

- Très bonne connaissance du management des SI et des principes d'urbanisation.
- Très bonne connaissance des pratiques de conduite de projets informatiques.
- Très bonne connaissance des normes de conduite de projet, de conception, de développement et de qualification des applications.
- Bonne connaissance des principes et enjeux d'une usine logicielle (CI/CD).
- Connaissance des principes de modélisation (UML, MDA, …) et des architectures techniques et logicielles (Java/Php, API, Web services, signature électronique, GED …).
- Connaissance du code des marchés publics.
- Bonne connaissance des règles de préparation et de suivi budgétaire ainsi que des principes de la comptabilité analytique pour les activités du service.

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- François RABOISSON, Directeur de la DNSI, françois.raboisson@asp-public.fr
- Sandrine NARAIN, Chargée RH, sandrine.narain@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de secteur (H/F)

R87104

Localisation : Direction régionale Nouvelle Aquitaine - site de Limoges

Statut : Titulaires / ouvert aux contractuels

Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Encadrer, animer et coordonner les activités d'une équipe de contrôleurs terrain (tel que réaliser les contrôles administratifs ou sur place dans le cadre de la politique agricole commune, PAC, participer à la supervision et au traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes, réaliser des tâches administratives) et ou analyses images satellites (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité).

Votre secteur géographique de référence concerne les départements 19, 23, 24 et 87 mais l'équipe peut être appelée à intervenir dans d'autres départements.

Les attendus du poste peuvent être amenés à évoluer dans le cadre de la constitution du service unique des contrôles, à l'issue de sa préfiguration, dans les prochains mois, avec une dimension plus régionale.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges (30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1er pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique…) et aux animaux. Le poste est placé sous l'autorité du chef de service et de ses adjoints.

MISSIONS

- Définir avec chef de service et adjoints, en collaboration étroite avec l'autre chef de secteur, les objectifs, les plans de charge et l'organisation assignés à l'équipe
- Animer et former l'équipe de contrôleurs et/ou analystes images et profils de couverts végétaux
- Planifier et affecter le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et compétences de chacun
- Participer aux entretiens professionnels
- Assurer le suivi et le pilotage de l'activité de contrôle et de supervision et rendre compte sur l'avancement de l'activité de contrôle terrain et d'expertise d'images et profils
- Participer au recrutement des CDD et nouveaux arrivants
- Apporter un appui ou intervenir sur les dossiers complexes ou sensibles

- Accompagner le changement, veiller à la cohésion des équipes
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la Direction régionale
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (Direction des soutiens directes agricoles…) et externes (Direction départementale des territoires, Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,…) et corps d'audit (Commission de certification des comptes des organismes payeurs, Cour des comptes de l'union européenne etc…

CHAMP RELATIONNEL

→ En interne : travail en équipe étroite avec les agents et cadres des services contrôles, le Comité de direction élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.

→ En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DRAAF, DREAL…)

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

Rejoignez-nous si vous avez :

→ la maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC

→ la connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux

→ la connaissance de la règlementation contrôles (surfaces et système de suivi des surfaces en temps réel, 3STR)

→ la maîtrise des systèmes d'information géographique (SIG) appréciée

→ la maîtrise des outils bureautiques et informatiques

→ la connaissance des outils de gestion de la PAC

SAVOIR-FAIRE

Faites-nous profiter de vous si vous disposez de :

→ la capacité d'organisation et d'analyse

→ la maîtrise des techniques de communication écrite et orale

→ la capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique.

→ la capacité à rendre compte

Une formation, un accompagnement à la prise de poste sont prévus

→ la capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet

→ la pédagogie

→ la capacité à gérer une relation externe

→ la réactivité, la disponibilité

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Mme Aurore CONSTANTIN, Cheffe adjointe Service Contrôle – aurore.constantin@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 41
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaire Générales – veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

CHEF du SERVICE

« aides au développement rural et pêche »

(F/H)

L14132

Localisation : Limoges Siège

Statut : Titulaire (Cat. A), Ouvert aux contractuels

Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro : 3

Niveau d'études : Bac + 3 à 5

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

- A partir des objectifs fixés par la directrice adjointe « métier » : vous encadrerez, animerez et coordonnerez les activités du service des aides aux développement rural et à la pêche
- Le service compte 36 agents.
- L'animation du service sera réalisée avec l'appui d'un adjoint et de trois responsables de secteur.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques.

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.
Au sein de la sous direction « métier », vous prendrez la responsabilité du service des aides au développement rural et à la pêche (SADRP).

Ce service est chargé de la mise en œuvre des mesures du développement rural financées par le Feader (hors aides surfaces), de certaines aides nationales et de celles liées à la pêche (FEAMP et nationale).

MISSIONS

Encadrement hiérarchique :

- Superviser l'ensemble des secteurs d'activité de son service
- Animer les équipes du service
- Accompagner le changement
- Veiller à la cohésion d'équipe
- Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants
- Réaliser les entretiens professionnels des agents du service et accompagner les parcours professionnels des agents

Pilotage opérationnel des activités :

- Assurer le suivi de l'activité et conduire les projets du service
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (en particulier les chefs de services en directions régionales ASP) et externes
- Suivre les tableaux de bord de l'activité et des résultats du service

Le service des aides au développement rural et à la pêche a pour responsabilité de :

- → Accompagner les partenaires de l'ASP dans la mise en œuvre d'aides nationales dans un rôle confié par un donneur d'ordre Etat : déploiement de dispositif
- → Suivre et accompagner la mise en œuvre des aides du FEADER par les Régions, autorités de gestion (AG) : s'assurer de la conformité par rapport au cadre de la délégation dans le cadre du rôle d'organisme payeur de fonds européens de l'ASP
- → Piloter et réaliser des bilans des campagnes de contrôles sur les programmations européennes 2014-2022 et 2023-2027 : contrôles avant paiement, de conformité, sur place, de la délégation.
- → Réaliser des expertises de dossiers dans le cadre d'audits externes
- → Apporter un support à la direction et aux directions régionales
  - expertise juridique, contentieux, conventionnement
  - suivi et accompagnement de l'activité
  - formations
  - contrôle interne, lutte antifraude

CHAMP RELATIONNEL

→ Relations avec les donneurs d'ordre (Ministères, Régions, …), organismes de contrôles externes, autres directions du Siège et directions régionales de l'ASP.

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

- → Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- → Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- → Techniques de management

SAVOIR-FAIRE

- → Aptitude à la prise de décision
- → Capacité à fixer des objectifs cohérents
- → Capacité d'organisation, pilotage
- → Capacité à déléguer
- → Capacité d'analyse
- → Capacité à mobiliser et valoriser les compétences
- → Capacité à communiquer
- → Capacité à rendre compte
- → Fédérer, faire preuve de leadership
- → Capacité à travailler en mode projet
- → Grande disponibilité
- → Déplacements ponctuels à prévoir

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Madame Marie DARLET – DDRP – Directrice adjointe du développement rural et de la pêche – marie.darlet@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 04
- Madame Catherine MANSOUR - DDRP / MAF – Chargée de mission RH – catherine.mansour@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 01 32

MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

FICHE DE POSTE

Version 1er septembre 2023

IDENTIFICATION DU POSTE — DIRECTION OU SERVICE (sigle) : CCCOP

INTITULE DU POSTE : **Président(e) de la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des Dépenses financées par les Fonds européens agricoles**

CATEGORIE (OU CORPS/GRADE) : A+ ☐ **EMPLOI DE CHEF DE MISSION** **GROUPE DE FONCTIONS[1] :** .....

FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S)[2]

Pilotage - Management

Développement économique / Développement économique local et national

INTITULE DU (DES) METIER(S)[2]	DOMAINE D'ACTIVITE (POUR LES FAMILLES PILOTAGE-MANAGEMENT ET AIDE AU PILOTAGE)
Président(e) d'un organisme d'audit indépendant	Autre : Audit comptable ; audit de légalité/régularité. ; audit de performance.....
	Réglementation et affaires juridiques.....

CONTEXTE DU RECRUTEMENT

Remplacement — Poste vacant — à compter de **22/08/2023**

Nom du titulaire précédent ou actuel : Christian AVAZERI

DUREE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE durée minimale : **3 ans** durée maximale : **6 ans**

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

DIRECTION OU SERVICE : **CCCOP**
SOUS-DIRECTION :
BUREAU ET SECTEUR :
ADRESSE : 10, rue Auguste Blanqui, 93186 MONTREUIL cedex

Informations complémentaires : Métro Saint Mandé - Ligne 1

LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation, nombre d'agents

La CCCOP est l'organisme français chargé d'auditer, pour le compte de l'Union européenne, les quatre organismes payeurs nationaux (ASP, FranceAgriMer, ODEADOM, ODARC) qui versent les aides de la politique agricole commune aux agriculteurs, aux exportateurs ou aux transformateurs, aux collectivités locales, etc.

Ses travaux l'amènent à se prononcer sur le bon fonctionnement du système de contrôle interne des organismes payeurs, sur l'exactitude des états de dépenses et de créances transmis à la Commission ainsi que sur la régularité des aides versées sur fonds communautaires (environ 10 milliards d'Euros chaque année). Ils se concrétisent par la production de cinq rapports annuels.

A l'origine rattachée à la Cour des Comptes, la CCCOP est, depuis 2005, une commission indépendante, de statut interministériel, rattachée en gestion au Secrétariat général des Ministères économiques et financiers. Ses procédures doivent se conformer aux normes internationales d'audit et aux lignes directrices de la Commission européenne.

Le service compte 25 ETPT en comptant le/la Président(e) et l'assistante. Quatre rapporteurs spéciaux (administrateurs civils, territoriaux, IP DGFiP) et une adjointe au rapporteur spécial FEADER (attachée principale) encadrent les 18 auditeurs de la structure. Ces derniers sont mis à disposition soit par la DGFiP, soit par le secrétariat général des ministères économiques et financiers.

Date de mise à jour : 07 / 09 / 2023

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)
2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/ RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

Le/la Président(e) de la CCCOP exerce une double fonction de :

- présidence de la Commission de 5 membres (3 CGefi et 2 CGAAER) qui valide la stratégie d'audit et les conclusions des travaux ;
- pilotage et gestion des équipes d'audit.

Au-delà des fonctions classiques de management et de pilotage des équipes d'audit, la fonction nécessite un intérêt pour les problèmes agricoles et leur traduction dans la réglementation européenne et nationale ainsi que dans les systèmes informatiques de gestion.

Le poste suppose des contacts formels et informels avec les directeurs des organismes payeurs, les services du ministère de l'agriculture et du budget ainsi que ceux des collectivités régionales et de la Commission Européenne.

Il revêt donc une double composante technique et politique.

PRINCIPALES ACTIVITES

☒ Pilotage	☒ Rédaction	☐ Conseil	☐ Gestion de procédures	☐ Secrétariat
☒ Encadrement	☐ Études, recherches	☒ Animation	☐ Contrôle, vérification	☐ Information, accueil
☒ Coordination	☒ Veille	☐ Conception	☐ Saisie informatique	☐ Classement, archivage

Autres (préciser) : Audit externe.

EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITES RECEMMENT / QUELQUES DOSSIERS A VENIR

L'exercice d'audit est un exercice annuel qui va du 16 février n au 15 février n+1. La méthodologie d'audit et le cadre de restitution des travaux (structure du rapport d'audit) sont fixés par des textes européens (lignes directrices d'audit) dont l'application fait l'objet d'une évaluation régulière par la Commission (4 enquêtes sur l'année 2020).

RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

☐ les autres services de la direction	☐ les services déconcentrés	☒ d'autres ministères
☐ les agents du ministère	☐ les cabinets ministériels	☒ des organismes étrangers
☒ les autres directions	☐ le secteur privé	☒ des établissements publics

Principaux interlocuteurs : Permanents : Direction des organismes payeurs, MAA, collectivités régionales, DG Agri
Occasionnels : Cour des Comptes et Assemblées parlementaires

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Pics saisonniers : la période comprise entre mi-décembre et mi-février est particulièrement chargée en travaux et déplacements
Déplacements fréquents : en province et à Bruxelles

LES COMPETENCES MISES EN ŒUVRE SUR LE POSTE

Pour les compétences, en plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'État (RIME) peut également être utilisé (http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1)
Quelques exemples sont mentionnés dans les listes déroulantes ci-dessous

SAVOIRS [2]	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Contrôle, audit et évaluation (RIME)	niveau maitrise	requis immédiatement
Méthodes et techniques de contrôle (RIME)	niveau maitrise	..-.....
Environnement professionnel du domaine d'activité (RIME)	niveau maitrise	-.....
Gestion budgétaire et comptable (RIME)	niveau pratique	à acquérir
Achats et marchés publics (RIME)	niveau pratique	requis immédiatement

SAVOIR-FAIRE [2]	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Prendre en compte un contexte, une contrainte, une complexité (RIME)	niveau expertise	requis immédiatement
Manager une équipe (RIME)	niveau expertise	requis immédiatement
Prendre des décisions	niveau maitrise	requis immédiatement
Conseiller (RIME)	niveau expertise	requis immédiatement
Alerter (RIME)	niveau expertise	requis immédiatement

Date de mise à jour : 07 / 09 / 2023

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)
2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/ RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

SAVOIR-ETRE [2]	* - Initiation : connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tutoré - Pratique : connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes - Maîtrise : connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles - Expertise : domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur
Autorité (RIME)	
Autonomie (RIME)	
Réactivité (RIME)	
Organisation (RIME)	
Rigueur (RIME)	

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

VOS CONTACTS RH (nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)

Pascal PARIZOT, rapporteur spécial assurant l'intérim de la présidence de la CCCOP – Tél. : 01 41 63 55 36 ou 06 11 82 72 31 – pascal.parizot@finances.gouv.fr

Contact pour le ministère en charge de l'agriculture : des.sg@agriculture.gouv.fr

Date de mise à jour : 07 / 09 / 2023

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)
2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/ RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».